



CDEN du 21 novembre 2024

Déclaration préalable - UNSA-Éducation

Monsieur le Préfet,

Madame l'Inspectrice d'Académie,

Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Une carte scolaire s'achève quand une autre s'annonce et malheureusement, si celle qui nous rassemble ici s'est avérée douloureuse avec une dotation négative pour le 1^{er} comme pour le 2nd degré, la prochaine promet d'être tout aussi désastreuse au vu des annonces ministérielles.

- 19 postes dans le premier degré, cela se traduit en chiffre par 49 fermetures pour seulement 33 ouvertures. Dans la réalité de cette rentrée et du vécu de nos collègues, cela s'est traduit par des difficultés tant pour les répartitions que pour la gestion de classe au quotidien.

La baisse démographique est une réalité à géométrie variable selon les secteurs. Néanmoins, au vu des difficultés qui percutent notre Ecole depuis plusieurs années, cela aurait aussi pu se traduire par une baisse significative des effectifs dans chaque classe. Pour cela, il faut investir dans l'Ecole en votant le budget nécessaire à son bon fonctionnement mais aussi en ayant une politique ambitieuse, proche du terrain et loin des effets de com' auxquels nous ont habitués nos précédents ministres.

Pour rappel, l'UNSA Education milite pour des effectifs limités et adaptés : **24 élèves** par classe de la maternelle au lycée, **20 élèves** pour les établissements des territoires les plus fragiles ; 12 élèves dans les SEGPA et EREA ; 10 élèves pour les Ulis.

A cela s'ajoute le défi majeur de l'Ecole inclusive. Nous sommes un département « pilote » qui se plait à expérimenter, trop souvent à marche forcée. Si le 100% inclusif est devenu le maître mot, il implique nécessairement des moyens humains, financiers et de la formation. Force est de constater que le compte n'y est pas. Et c'est suite à notre mobilisation qu'enfin l'embauche de nouveaux AESH a permis d'honorer, en partie, des notifications non couvertes à la rentrée. 8 semaines pour obtenir gain de cause, c'est 8 semaines de trop, c'est 8 semaines où les

enseignants et les élèves s'abîment. Il convient donc maintenant de pourvoir les écoles et établissements qui restent dans l'attente et d'anticiper les prochaines notifications qui arriveront dans la période pour ne pas avoir à revivre une telle situation.

Concernant la rentrée dans les collèges, force est de constater que les effectifs par classe ont nettement augmenté puisqu'on voit de plus en plus de collèges ayant des moyennes très élevées (jusqu'à 29,75 en 6^e par exemple). On pourra toujours rappeler que le « Choc des Savoirs » permet de fonctionner par groupes aux effectifs plus légers. Certes, mais cela ne concerne que les élèves de 6^e et 5^e et seulement sur deux disciplines. L'Unsa Education rappelle son opposition au « Choc des savoirs » et demande l'abaissement des effectifs dans chaque section pour que chaque élève puisse bénéficier de l'accompagnement dont il a besoin dans un cadre diversifié où les élèves ne sont pas catalogués en fonction de leurs difficultés. On sait pourtant bien que le taux d'encadrement est primordial dans la lutte contre les difficultés d'apprentissage mais aussi dans le climat scolaire et la prévention du harcèlement. Il est donc nécessaire, si l'on veut être vraiment efficace, de cesser les suppressions de postes d'AED et de rétablir une DHG à la hauteur des ambitions nationales.

Au sujet du projet de sectorisation de Châteaudun et au-delà de la suppression du collège Tomas Divi à laquelle le SE-Unsa est opposé, on ne pourra se satisfaire d'un soi-disant rééquilibrage des IPS quand 10 points séparent encore les 2 collèges.

L'UNSA Education s'alarme de la détérioration des conditions d'apprentissage des élèves et d'exercice des personnels : classes davantage surchargées, remplacements non assurés, accueil toujours plus indécent des élèves à besoins éducatifs particuliers... N'oublions pas que nos enfants sont les citoyens de demain. Il est de la responsabilité de notre gouvernement d'investir pour l'avenir de nos élèves, d'avoir une réelle ambition pour cette jeunesse et de mettre des moyens à la hauteur des enjeux de notre société.

Cela passe aussi par un rééquilibrage des dotations entre le public et le privé qui cette année encore, s'est vu largement favorisé. Le Premier ministre s'est plu à répéter que l'École est une réelle priorité pour le nouveau gouvernement. Mais cette École ne peut être l'École privée qui n'accueille qu'une partie « choisie » des enfants et des jeunes du pays. Cette École doit être l'École publique et laïque.

Dégradation de nos conditions de travail et de vie, humiliation de nos métiers, vision élitiste de l'École, revalorisation au « mérite », M. le Préfet, Mme la DASEN, la coupe est pleine. Face aux annonces inacceptables du ministre de la Fonction publique en matière de santé et de salaire, face à l'absence totale de soutien de la ministre Genetet, l'Unsa Education appelle à la grève le 5 décembre. Il exige respect des métiers et des personnels du Service public et par conséquent respect des usagers, dont nos élèves !

Merci pour votre attention.